

CONTRE LA CROISADE ET LE DJIHAD ! POUR LA LUTTE DE CLASSE !

Les attaques suicides menées le 11 septembre contre les tours du World Trade Center et le Pentagone ont soulevé la stupeur, l'horreur, la réprobation, mais aussi suscité, chez certains, une satisfaction mêlée de joie devant le spectacle d'une première puissance planétaire payant « *enfin le prix du sang* », le prix de sa politique impérialiste, notamment au Proche-Orient et en Asie centrale.

Une attaque contre les travailleurs et la lutte de classes

« *Ni rire, ni pleurer, mais comprendre* »: il est important en effet de ne pas succomber aux effets de la terreur mais de continuer à penser loin des schémas simplistes dans lesquels voudraient nous enfermer les deux camps qui se préparent à l'affrontement.

D'abord, rappelons à ceux qui se réjouissent un peu trop vite de « *l'humiliation américaine* », que les auteurs de ces actes ont commis objectivement une attaque d'une violence inouïe contre le prolétariat.

En effet, les tours du World Trade Center n'étaient rien d'autre que des usines verticales géantes où étaient exploités non seulement des milliers d'employés de bureau mais aussi des milliers d'ouvriers du nettoyage, de l'entretien et de la restauration. Dans ces deux gigantesques clapiers, on comptait aussi un grand nombre d'immigrés sans-papiers de toutes nationalités (albanais, colombiens, bengalis, etc.) et religions dont de nombreux musulmans. Ceux-ci inexistants (légalement) durant leur vie le sont aujourd'hui tout autant dans la mort.

Du pain béni pour M. Bush et pour l'économie américaine

Les auteurs de l'attentat en frappant de manière indiscriminée la population civile bien loin d'affaiblir le « *grand Satan* » américain ont permis la création d'une unité nationale sans précédent dans le pays, à un moment où la nouvelle administration américaine est confrontée à une crise économique aiguë et tente d'imposer une augmentation massive des dépenses budgétaires d'armement.

Au nom du patriotisme, l'unité nationale permet, pour le moment, d'annihiler toute réaction de classe des travailleurs américains face aux centaines de milliers de licenciements en cours et de créer les bases d'un consensus nécessaire à un déploiement militaire accru au Proche-Orient et en Asie Centrale.

Aujourd'hui par sondage interposé, 60 % des Américains sont pour la guerre y compris avec des pertes américaines. L'union nationale justifie aussi le déploiement d'une manœuvre budgétaire d'ampleur (jusqu'à 135 milliards de dollars, soit 1,3 % du PIB des Etats-Unis) de soutien à l'économie américaine, plongée dans l'une des crises cycliques d'accumulation du capital parmi les plus graves de l'après-guerre.

Hypocrisie occidentale

Bien sûr, les appels à la croisade, à la défense du « *monde libre défenseur des droits de l'homme* » sont totalement écœurants. Les groupes islamistes, en l'occurrence ceux qui feraient partie de la nébuleuse de Ben Laden, désignés aujourd'hui comme les ennemis du genre humain, ont bénéficié pendant des années de la bienveillance américaine, via le Pakistan et l'Arabie saoudite, quand ils combattaient l'URSS en Afghanistan.

Par ailleurs, l'alliance entre les USA et l'islam prétendu radical est une très vieille histoire dont l'origine remonte aux accords passés entre les monarques wahhabites ultra réactionnaires du Golfe et les compagnies pétrolières américaines. Cette alliance, bien utile pour lutter contre les régimes arabes pro soviétiques et maintenir un contrôle vigilant sur les champs de pétrole de la région, ne s'est jamais démentie et fut même scellée dans le sang lors de la guerre contre l'Irak en 1991 et l'embargo atroce

qui tue quotidiennement encore des milliers d'Irakiens. Pendant toute ces années, les bonnes âmes occidentales n'y ont rien trouvé à redire et les talibans du golfe persique et leur régime d'oppression ne faisaient l'objet d'aucune dénonciation. L'Etat américain ne peut donc jouer les innocents. Première puissance économique et militaire de la planète, il a joué le rôle de gendarme en chef en fonction de ses seuls intérêts en se moquant pas mal de ceux des populations locales, notamment palestinienne et kurde, qui paient depuis des décennies le prix d'un ordre régional qui doit garantir la pérennité de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale.

L'islamisme politique : une impasse absolue pour les opprimés

Cette situation a contribué à la radicalisation de certaines parties des populations du Proche-orient et d'Asie centrale et a pris la forme d'une contestation empruntant de plus en plus ses armes à l'idéologie de l'islam. Le drame est que cette idéologie éminemment réactionnaire - expression de la faillite des classes dominantes de ces régions à créer les bases économiques et sociales d'un capitalisme moderne - bien loin de fournir un cadre adéquat à la révolte légitime des opprimés, les enferme dans un combat suranné, dont le seul véritable but est de subordonner encore davantage les opprimés « *croyants* » à l'ensemble des classes dominantes « *musulmanes* ». Qu'y a-t-il de commun entre le jeune chômeur de Gaza ou d'Alger et les milliardaires du Golfe ou les classes dominantes des Etats de la région, hormis leur appartenance religieuse ? Rien, bien évidemment. L'islam ne sert ici qu'à créer une prétendue communauté d'intérêt entre oppresseurs et opprimés « *musulmans* » dont le prolétariat de ces régions ne cesse de payer le prix.

L'islamisme politique comme combat « *de substitution* » à l'authentique combat de classe a été choisi aussi par des fractions minoritaires de la jeunesse issue de l'immigration en Europe (France et Belgique en particulier). Ici, le ressentiment s'est nourri du chômage de masse et du racisme et s'est trouvé instrumentalisé par certains groupes religieux. La révolte légitime s'est ainsi trouvée enfermée dans le ghetto réactionnaire de l'islam, de la *oumma* (communauté des croyants), qui a contribué, au même titre que le racisme ambiant, à isoler les révoltés de la population ouvrière d'origine européenne. Situation qui fait finalement le jeu de tous ceux, les gouvernements et leurs maîtres patronaux, qui ont intérêt à la division des exploités.

Pendant la guerre, les licenciements continuent

Aujourd'hui, il est donc nécessaire de refuser les embrigadements d'où qu'ils viennent. Qu'ils se fassent au nom de la démocratie et d'une prétendue supériorité de l'Occident ou de la communauté des croyants. Les travailleurs n'ont strictement rien à y gagner. Il faut donc refuser tous les appels à l'unité nationale et au patriotisme économique, notamment à l'heure où les patrons, eux, licencient à tour de bras ; à l'heure où tous les gouvernements renforcent leurs appareils répressifs (Vigipirate en France, mandat d'arrêt européen). Ces dispositifs, mis en place par des gouvernements, de « *gauche plurielle* » en France comme de droite extrême en Italie, ne sont que des instruments de contrôle social, d'intimidation et de répression du prolétariat en général et de sa fraction immigrée et/ou sans papiers en particulier.

**Seul le combat pour l'unité des prolétaires, quelle que soit leur origine,
pourra faire cesser toute terreur anti-prolétarienne,
qu'elle soit déguisée en croisade ou en djihad.
L'islam politique et la démocratie sont deux bannières
qui concourent à l'embrigadement des travailleurs.
Il faut les rejeter sans merci.**

**MOUVEMENT COMMUNISTE
(Bruxelles, Paris , 08 octobre 2001)**

Pour tout contact (écrire sans autre mention): B.P. 1666 - Centre Monnaie - 1000 Bruxelles 1- Belgique